



Associés
Experts-comptables
Commissaires aux Comptes

Manuela FERNANDEZ
Nadia VERNAET
Julien VERNAET

CEIIS

Siège social : 9 impasse des Rosiers

46160 CAJARC

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale de l'association CEIIS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du CEIIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, sur la présentation d'ensemble des comptes et sur les procédures de contrôle interne concourant à l'élaboration des comptes, notamment pour ce qui concerne :

Principes comptables suivis

Rappelés dans l'annexe, nous avons pu apprécier leur caractère approprié ainsi que leur correcte application.

Estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes

L'exercice sous examen n'a pas donné lieu à des estimations comptables significatives.

Présentation d'ensemble des comptes

Les informations figurant dans les états annuels contribuent de manière satisfaisante à la présentation d'une image fidèle de l'association au 31 décembre 2022.

Procédures de contrôle interne concourant à l'élaboration des comptes

Au cours de notre intervention, nous nous sommes notamment assurés que les procédures de contrôle interne mises en place par la direction de votre association, réduisaient le risque d'anomalie significatives pouvant affecter les comptes annuels, résultant d'erreurs ou de fraudes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir

qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SAINT JEAN DE VEDAS, le 05 juin 2023

Le commissaire aux comptes

Julien VERNAET

Pour CONSAUDIT EXPERTS

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2022			31/12/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	6 934	6 934		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	36 594	4 194	32 400	32 400
	Constructions	4 153 909	1 942 831	2 211 078	2 177 038
	Installations techniques, mat. et outillage indus	249 710	210 434	39 276	39 577
	Autres immobilisations corporelles	1 275 577	1 014 988	260 589	216 027
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations corporelles en cours	70 337		70 337	23 424
	Avances et acomptes	33 959		33 959	
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
ACTIF CIRCULANT	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	534		534	534
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	30 849		30 849	31 014
	TOTAL (I)	5 858 402	3 179 381	2 679 022	2 520 014
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	8 425		8 425	4 423
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	239 851	28 143	211 708	70 747
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	28 692		28 692	35 388
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 362 917	1 129	1 361 788	362 917
	DISPONIBILITES	4 606 314		4 606 314	4 692 368
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	39 105		39 105	3 565
	TOTAL (II)	6 285 305	29 272	6 256 033	5 169 407
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	12 143 707	3 208 653	8 935 055	7 689 421
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				30 849	31 014
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2022	31/12/2021
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	707 194	707 194
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	1 934 999	1 902 239
	dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 859 999	1 827 239
	Autres		
Fonds reportés et dédiés	Report à nouveau	2 149 162	2 095 738
	Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	72 165	323 091
	Excédent ou déficit de l'exercice	(97 956)	(164 741)
	dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		(164 741)
	Total des fonds propres (situation nette)	4 765 565	4 863 521
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	123 581	135 264
	Provisions réglementées	83 184	83 184
	Total des autres fonds propres	206 765	218 448
	Total des fonds propres	4 972 330	5 081 968
Provisions	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
FONDS D'EXPLOITATION	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics	484 624	427 055
	Total des fonds reportés et dédiés	484 624	427 055
Provisions	Provisions pour risques	151 161	120 000
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	151 161	120 000
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (?)	2 547 521	1 361 226
	Emprunts et dettes financières divers	6 393	5 616
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 484	37 661
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	190 874	161 255
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	485 248	428 739
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	17 203	
DETTES DIVERSES	Autres dettes	10 315	
	Produits constatés d'avance	65 901	65 901
	Total des dettes	3 326 939	2 060 397
Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF		8 935 055	7 689 421
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(97 955,51)	(164 741,04)
(1) Dont à moins d'un an		3 036 869	1 699 791
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP		2 217 164	973 532

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Ventes de prestations de service	191 562	24 826
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	5 319 907	4 948 720
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
CHARGES D'EXPLOITATION	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	dont c.f. des autorités de tarification relatives aux act. soc. et médico-sociales		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	70 430	8 463
	Utilisations des fonds dédiés	63 823	50 252
	Autres produits	6 027	86 177
	Total des produits d'exploitation	5 651 749	5 118 439
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 814 039	1 704 974
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	278 322	232 773
	Salaires et traitements	2 283 182	2 156 599
	Charges sociales	893 572	802 321
	Dotation aux amortissements et dépréciations	237 116	231 651
	Dotation aux provisions	77 315	120 000
	Reports en fonds dédiés	121 392	31 980
	Autres charges	61 218	34 875
	Total des charges d'exploitation	5 766 156	5 315 173
RESULTAT D'EXPLOITATION		(114 406)	(196 734)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

RESULTAT D'EXPLOITATION		(114 406)	(196 734)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	2 246	682
	Autres intérêts et produits assimilés	881	319
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	10 837	24 479
Total des produits financiers		13 964	25 480
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 129	
	Intérêts et charges assimilées	6 284	7 534
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		7 413	7 534
RESULTAT FINANCIER		6 551	17 945
RESULTAT COURANT avant impôts		(107 856)	(178 789)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	11 683	14 683
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		11 683	14 683
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		482
	Sur opérations en capital	9	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		9	482
RESULTAT EXCEPTIONNEL		11 673	14 201
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		1 773	153
TOTAL DES PRODUITS		5 677 396	5 158 602
TOTAL DES CHARGES		5 775 351	5 323 343
EXCEDENT ou DEFICIT		(97 956)	(164 741)
Part du résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée			(164 741)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe aux comptes annuels

Etat exprimé en euros

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le **31/12/2022 dont le total est de 8 935 055 euros** et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -97 956 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de **12** mois, recouvrant la période du **01/01/2022** au **31/12/2022**.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2021** au **31/12/2021**.

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'Association CEIS (Comité d'Etudes et d'Informations pour l'Insertion Sociale), dont le siège se situe à CAJARC, est une association à but non lucratif (Loi 1901) créée en 1973.

Ses équipes pluridisciplinaires (des champs social, éducatif et médical, soit 80 salariés) accueillent et accompagnent les personnes en situation de vulnérabilité sociale, de santé et d'exclusion.

Nos établissements et activités afférentes se déploient sur les communes de Cajarc, Figeac, Pern et Cahors. Pour rappel, nos champs d'action relèvent de l'inclusion sociale, de la demande d'asile et des soins aux addictions.

Afin de mener à bien ces missions, le CEIS dispose, principalement des ressources financières suivantes :

- des produits de tarification par dotation globale versée par la DDETSPP (anciennement DDCSPP) ou l'ARS et ce, en vue du financement des établissements et services médico-sociaux sous contrat, gérés par le CEIS en application du CASF ;
- de subventions de l'Etat et des collectivités publiques,
- de participations des usagers accompagnés et hébergés,

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels définies par les règlements de l'Autorité des normes comptables n°2014-03 et n° 2018-06 (spécifique aux associations et fondations). En outre comme l'association relève de l'article R314-1 du Code de l'Action Sociale et des familles (CASF) réglementant les établissements relevant des services sociaux et médico-sociaux, l'association doit respecter l'instruction budgétaire et comptable M22 et les particularités comptables associées, modifiées par le règlement ANC 2019-04 du 8 novembre 2019.

Annexe aux comptes annuels

Etat exprimé en euros

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base:

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes et particularités comptables sont les suivantes:

- **Provisions réglementées (hors dérogatoires)** : il s'agit d'un fonds de trésorerie accordé par la tutelle pour 76225 euros, une réserve des plus values nettes d'actif immobilisé pour 6 959 euros.

- **Provisions pour risques et charges** : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la clôture des comptes.

- **Immobilisations incorporelles et corporelles**: elles sont inscrites en comptabilité conformément au Règlement CRC n° 2004-06 du Comité de la Réglementation Comptable. Les bâtiments acquis ont été décomposés; pour les autres immobilisations, l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celle-ci ne présente pas d'impact significatif.

ANNEXE - Elément 1

Annexe aux comptes annuels

Etat exprimé en euros

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les amortissements de l'actif immobilisé: les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif. Conformément au règlement CRC n° 2005-09 du Comité de la Réglementation comptable, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens décomposés.

Frais d'évaluation	5 ans
Logiciels informatiques	De 1 à 3 ans
Agencements, aménagements des terrains	15 ans
Constructions	De 10 à 50 ans
Agencements des constructions	De 10 à 50 ans
Matériel et outillage industriel	De 5 à 10 ans
Agencements, aménagements, installations	De 5 à 12 ans
Matériel de transport	De 3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	De 3 à 10 ans
Mobilier	De 3 à 10 ans

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Fonds dédiés : La partie des subventions reçues au titre de l'exercice affectées à un projet précis dont l'utilisation est reportée à l'exercice suivant est comptabilisée en fonds dédiés.

Engagements en matières de départ à la retraite

L'association est rattachée à la convention collective des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées. Cette convention prévoit des indemnités de fin de carrière. Aucun autre accord particulier n'a été signé par l'association concernant les indemnités de fin de carrière.

La méthode retenue est la méthode rétrospective prorata temporis avec prise en compte d'un taux d'actualisation de 3.75 %, un taux de progression des salaires de 2 %, un taux de rotation de

ANNEXE - Elément 1

Annexe aux comptes annuels

Etat exprimé en euros

5% jusqu'à 50 ans et la Table de mortalité INSEE 2016-2018. Le départ est à l'initiative du salarié et le taux de charges sociales est de 50%.

Il a été souscrit auprès de l'AG2R la Mondiale un contrat d'assurance pour prendre en charges cette obligation.

Il fait l'objet de versements réguliers.

Au 31/12/2022, ce contrat couvre pour 195 587 euros les engagements en matière de départ à la retraite.

Les engagements de l'association (net des sommes versées à l'AG2R) sont inscrits en annexe en Engagements Hors-Bilan

Annexe aux comptes annuels

Etat exprimé en euros

Informations complémentaires pour donner une image fidèle ou à mentionner obligatoirement

Dans le cadre de la loi relative au développement des territoires ruraux, l'association a bénéficié

de l'exonération de certaines charges sociales. Le montant de cette exonération pour l'exercice est de 36 488 euros.

L'association détient auprès de la banque CREDIT COOPERATIF divers titres financiers. Ces actifs sont comptabilisés en Valeurs mobilières de placement selon la méthode des coûts historiques pour un montant de 362 917 euros. La valeur vénale d'un de ces actifs au 31/12/2022 était inférieure de 1 129 euros à sa valeur au bilan et a fait l'objet d'une provision.

L'association a acheté en mai 2022 des obligations BPCE pour un montant de 1 000 000 euros auquel s'est rajouté une surcôte de 40 000 euros. Cette surcôte a été comptabilisée en charges constatées d'avance et est reprise au résultat au prorata temporis jusqu'au 17/02/2027 date de maturité des titres.

Ce placement a été souscrit pour venir en garantie d'un emprunt long terme destiné à financer les travaux de rénovation d'un bâtiment acheté à Cahors. Compte tenu de la conjoncture, le démarrage des travaux a été différé et de ce fait, l'emprunt ajourné.

L'opération immobilière étant seulement reportée, la destination du placement et la volonté de conserver les obligations jusqu'en 2027 est toujours d'actualité. En conséquence et bien que le cours de ce placement au 31/12/2022 s'élève à 968 961 euros, la moins value latente de 31 039 euros n'a pas été provisionnée.. Cette option déroge aux principes d'évaluation comptables préconisés.

La rémunération des Commissaires aux comptes pour 2022 figurant au compte de résultat est de 6 554 euros (montant TTC) pour la mission légale. Aucune autre mission n'a été rémunérée au cours de cet exercice.

Les membres du Conseil d'administration de l'association ne sont pas rémunérés.

La provision pour risque de 151 161 euros est la conséquence de deux contentieux prud'hommal en cours au 31/12/2022. La reprise de provision d'un montant de 46 154 euros est la conséquence de l'estimation du risque revu à la baisse d'un des deux litiges suite à son jugement en décembre 2022. Elle n'a donc pas été utilisée.

Les incidences de la conjoncture internationale et de l'inflation

Bien que l'inflation des prix de certaines denrées et fournitures expliquent des variations significatives de certains postes de charges (carburant, alimentation....) en 2022, la direction de

ANNEXE - Elément 1

Annexe aux comptes annuels

Etat exprimé en euros

l'association n'a pas connaissance d'incertitude significative qui remette en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

L'association gère 10 établissements ou services dont 7 sont en gestion contrôlée et tenus d'établir des comptes administratifs.

En conséquence, l'association tient une comptabilité analytique pour chacun de ses Services ou dispositifs.

Les établissements sont les suivants:

- 1002 le CHRS L'Auberge à Cajarc, Cahors et Figeac,,
- 1003 le CSAPA le Peyry à Pern, Figeac et Cahors
- 1005 le CADA à Cahors et Figeac,
- 1006 le CPA à Cahors et Figeac,
- 1007 les Autres mesures,
- 1008 le LHSS à Cajarc,
- 1010 le CAARUD à Cahors,
- 1011 la Pension de famille à Figeac,
- 1012 ACT à Cajarc
- 1013 CPH à Cahors et Figeac

à cela s'ajoute la comptabilité propre de l'association.

Les comptes de l'association résultent de la combinaison de l'ensemble de ses comptabilités analytiques, les opérations internes étant annulées.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2022
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres immobilisations incorporelles	6 934					6 934
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 934					6 934
CORPORELLES	Terrains	36 594					36 594
	Constructions sur sol propre	2 449 620					2 449 620
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	1 556 324		36 713	(111 252)		1 704 289
	Instal technique, matériel outillage industriels	238 673		11 037			249 710
	Instal., agencement, aménagement divers	32 449		47 247			79 696
	Matériel de transport	326 044		54 299			380 343
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	788 813		26 725			815 537
	Autres immobilisations corporelles						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours	23 424		158 165	111 252		70 337
	Avances et acomptes			33 959			33 959
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 451 940		368 146			5 820 085	
FINANCIERES	Participations et créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	534					534
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	31 014		767		932	30 849
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	31 548		767		932	31 383
TOTAL		5 490 422		368 912		932	5 858 402

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2022
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement				
	Autres	6 934			6 934
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 934			6 934
CORPORELLES	Terrains	4 194			4 194
	Constructions sur sol propre	738 989	61 275		800 264
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	1 089 916	52 651		1 142 567
	Instal technique, matériel outillage industriels	199 096	11 338		210 434
	Autres instal., agencement, aménagement divers	16 651	6 784		23 435
	Matériel de transport	251 726	29 154		280 880
	Matériel de bureau, mobilier	662 902	47 771		710 673
	Autres immobilisations corporelles				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 963 474	208 973		3 172 447
TOTAL		2 970 408	208 973		3 179 381

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2022	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	30 849	30 849	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	239 851	239 851	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	3 630	3 630	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	23 937	23 937	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	4 196	4 196	
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	(3 070)	(3 070)	
	Charges constatées d'avances	39 105	39 105	
TOTAL DES CREANCES		338 498	338 498	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2022	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	2 217 164	2 217 164		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	330 357	43 771	175 692	110 895
	Emprunts et dettes financières divers	6 393	6 393		
	Fournisseurs et comptes rattachés	190 874	190 874		
	Personnel et comptes rattachés	210 639	210 639		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	267 713	267 713		
	Impôts sur les bénéfices	1 773	1 773		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	5 123	5 123		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	17 203	17 203		
	Groupe et associés				
	Autres dettes	10 315	10 315		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	65 901	65 901		
TOTAL DES DETTES		3 323 455	3 036 869	175 692	110 895
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		57 352			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Couverture du besoin en fonds de roulement	76 225			76 225
	Provisions pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Réserves des plus-values nette d'actif	6 959			6 959
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES	83 184			83 184
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	120 000	77 315	46 154	151 161
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	120 000	77 315	46 154	151 161
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	9 400	28 143	9 400	28 143
	Autres		1 129		1 129
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	9 400	29 272	9 400	29 272
TOTAL GENERAL		212 584	106 587	55 553	263 617
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			105 458 1 129	55 553	

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2021	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2022
Fonds propres sans droit de reprise	707 194				707 194
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	1 902 239		38 301	5 541	1 934 999
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>1 827 239</i>		<i>38 301</i>	<i>5 541</i>	<i>1 859 999</i>
Autres réserves					
Report à nouveau	2 095 738	13 596	79 656	39 828	2 149 162
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	323 091	(178 337)		72 588	72 165
Excédent ou déficit de l'exercice	(164 741)	164 741		97 956	(97 956)
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>(164 741)</i>	<i>164 741</i>			
Situation nette	4 863 521		117 957	215 912	4 765 565
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	135 264			11 683	123 581
Provisions réglementées	83 184				83 184
TOTAL	5 081 968		117 957	227 595	4 972 330

Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2021	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2022
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	464 462			464 462
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	464 462			464 462
Quotes-parts virées au compte de résultat	329 198	11 683		340 880

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fonds dédiés clôture 31/12/2021	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contrib. ff. des autorités de tarification							
Fonds dédiés à l'investissement	13 932		2 743		5 000	16 189	
Fonds dédiés à l'exploit" (cf détail joint)	413 123	121 392	61 080		(5 000)	468 434	316 911
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	427 055	121 392	63 823			484 624	316 911

EXERCICE COMPTABLE : 2022

FONDS DEDIES / 192.000									
ETS concerné	Type de fin,	Nature du projet et caractéristiques	Ets / analyt.	année	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice (compte 192)	Utilisation au cours de l'exercice (7897)	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées (compte 6897)	Fonds restant à engager en fin d'exercice (compte 192)
1003 CSAPA	CNR	achat matériel	1003	2022	5 000,00		2 175,64	5 000,00	2 824,36
1003 CSAPA	CNR	formation personnel	1003	2022	62 750,00		9 365,55	62 750,00	53 384,45
1003 CSAPA	CNR	gratification des stagiaires	1003 1/1	2019	5 000,00	1 708,40			1 708,40
1003 CSAPA	CNR	soutien à l'interprétariat	1003 1/1	2019	6 000,00	5 603,20			5 603,20
1003 CSAPA	CNR	accompagnement partenaires "Ose"	1003 1/6	2020	6 800,00	6 800,00			6 800,00
1003 CSAPA	CNR	surcoûts COVID	1003 1/1	2020	32 063,00	23 647,49	3 363,71		20 283,78
1003 CSAPA	CNR	formation participation des pers et MSP	1003	2021	43 500,00	43 500,00			43 500,00
1003 CSAPA	CNR	projet Terv	1003	2022	12 000,00	12 000,00			12 000,00
1003 CSAPA	CNR	mesures prévention addicto ROB	1003 1/1	2021	4 542,31	4 542,31	4 542,31		0,00
1003 CSAPA	CNR	Segur 11 et 12/2021	1003 1/1	2021	11 890,05				0,00
1010 CAARUD	CNR	achat de matériel	1010	2022	40 000,00			40 000,00	40 000,00
1010 CAARUD	CNR	projet innovant (lieu de vie avec conso)			8 000,00	1 878,87	0,00	0,00	1 878,87
1010 CAARUD	CNR	tvx aménag. lieu de vie			10 000,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
1010 CAARUD	CNR	soutien à l'interprétariat	1010 1/1	2019	6 000,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
1010 CAARUD	CNR	surcoûts COVID	1010 1/1	2020	2 468,00	1 423,72	0,00	0,00	1 423,72
1010 CAARUD	CNR	qualité d'accueil			3 600,00	1 692,16		0,00	1 692,16
1010 CAARUD	CNR	matériel RDR / isolat°CAARUD mobile			25 000,00	25 000,00	20 000,00	0,00	5 000,00
1010 CAARUD	CNR	CNR ROB addicto	1010 1/1	2021	4 437,78	4 437,78	4 437,78		0,00
1010 CAARUD		totem (suite à ANC 2019 venant prov renouv. Immo.)	1010 1/1	2020	15 744,26	13 932,26	1 812,00	0,00	12 120,26
1008 LHSS	CNR	autres - accomp., Projet els	1008	2022	2 500,00		0,00	2 500,00	2 500,00
1008 LHSS	CNR	soutien à l'interprétariat	1008	2017	2 000,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
1008 LHSS	CNR	soutien à l'interprétariat	1008	2018	2 000,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
1008 LHSS	CNR	soutien à l'interprétariat	1008	2019	6 000,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
1008 LHSS	CNR	prestation psychologue			10 800,00	8 020,80	6 346,00	0,00	1 674,80
1008 LHSS	CNR	analyse des pratiques			1 200,00	347,67	0,00	0,00	347,67
1008 LHSS	CNR	surcoûts COVID	1008	2020	3 841,00	3 671,05	0,00	0,00	3 671,05
1012 ACT	CNR	form. TROD	1012	2016	2 000,00	2 000,00	0,00		2 000,00

EXERCICE COMPTABLE 2022

FONDS DEDIES / 192,000									
ETS concerné	Type de fin,	Nature du projet et caractéristiques	Ets / analyt.	année	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice (compte 192)	Utilisation au cours de l'exercice (7897)	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées (compte 6897)	Fonds restant à engager en fin d'exercice (compte 192)
1012 ACT	CNR	soutien à l'interprétariat	1 012,00	2016	2 000,00	2 000,00	0,00		2 000,00
1012 ACT	CNR	soutien à l'interprétariat	1012	2017	2 000,00	2 000,00	0,00		2 000,00
1012 ACT	CNR	gratification des stagiaires			5 000,00	1 860,50	1 634,10		226,40
1012 ACT	CNR	soutien à l'interprétariat	1012	2019	6 000,00	6 000,00			6 000,00
1012 ACT	CNR	prestation psychologue			10 800,00	6 705,37			6 705,37
1012 ACT	CNR	analyse des pratiques			1 200,00	392,77			392,77
1012 ACT	CNR	surcoûts COVID	1012	2020	2 990,00	2 758,27			2 758,27
1006 CPA	crédit 177	crédit 177 "accomp. social lié à l'hébergement"	1006 1/4	2017	3 135,92	3 135,92	0,00		3 135,92
1006 CPA	crédit 303	crédit 303 "garantie exercice droit d'asile"	1006 1/4	2018	125 856,00	125 856,00	0,00		125 856,00
1007 AUTRES MES	crédit 177	crédit 177 "prévention de l'exclusion"	1007 1/2	2020	15 000,00	10 702,98	4 427,63		6 275,35
1004 ASSO	crédit 177	crédit 177 "prévention de l'exclusion"	1004	2020	15 000,00	11 437,26			11 437,26
1032 PEYRY AM	FIR ARS	COM 2020 MSP	1032 1/5	2020	30 000,00	30 000,00	0,00		30 000,00
1032 PEYRY AM	FIR ARS	CPOM recueil de la parole des usagers	1032 1/6	2020	15 000,00	15 000,00	0,00		15 000,00
1007 AUTRES MES	crédit 177	équipement logements ALT	1007 1/2	2021	8 000,00	8 000,00	4 007,33		3 992,67
1004 ASSO	crédit 177	"maître et chiens"	1004	2022	11 142,00			11 142,00	11 142,00
1004 ASSO	crédit 177	formation RDR 2022	1004	2021	10 000,00	10 000,00	780,00		9 220,00
1004 ASSO	crédit 303	facilitation accès aux droits (ordi...)	1004	2021	5 000,00	5 000,00	931,00		4 069,00
		TOTAL			602 660,32	427 054,78	63 823,05	121 392,00	484 623,73

CNR Crédit non reconductible de la tutelle

Fonds dédiés fonct.
Fonds dédiés invest.468 434,47
16 189,26
484 623,73

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2022

Total des Charges à payer		359 023
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		873
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	<i>873</i>	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		76 291
<i>Fourniss.fact.non parvenu</i>	<i>76 291</i>	
Dettes fiscales et sociales		264 656
<i>Dettes provisio.pour cong</i>	<i>147 506</i>	
<i>Personnel aut.charg.a pay</i>	<i>29 203</i>	
<i>Charg.social/conges a pay</i>	<i>73 218</i>	
<i>Autr.charg.sociales a pay</i>	<i>14 729</i>	
Dettes fournisseurs d'immobilisation		17 203
<i>Fourn. achats d'immobil.</i>	<i>17 203</i>	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2022
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION				39 105
Parking			770	
Abonnement mobile + zoom			824	
BNP Serveur et parefeu			1 113	
Location copieur 1er trim 2022			677	
Divers			880	
Surcôte achat 05/22 obligations BPCE 3 1%			34 840	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				39 105

--

Engagements financiers

Etat exprimé en euros		31/12/2022	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus				
Avals, cautions et garanties				
Dettes garanties par hypothèques			268 295	
Valeur nette comptable des immeubles hypothéqués = 742 253 euros			268 295	
Engagements de crédit-bail				
Engagements en pensions, retraite et assimilés				
Indemnités de fin de carrière (nettes cotisation au fonds externe)			51 032	
			51 032	
Autres engagements				
Total des engagements financiers (1)			319 327	
(1) Dont concernant :				
Les dirigeants				
Les filiales				
Les participations				
Les autres entreprises liées				

Montant des IFC au 31/12/2022 = 246 619 euros

Montant de la garantie AG2R La Mondiale = 195 587 euros

Effectif moyen

		31/12/2022	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		9	
	Professions intermédiaires		44	
	Employés			
	Ouvriers		12	
	TOTAL		65	

--

Concours publics et subventions

31/12/2022

Etat exprimé en euros

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics		5 319 907				5 319 907
Subventions d'exploitation						
Subventions d'investissement						
TOTAL		5 319 907				5 319 907

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

Etat exprimé en euros		31/12/2022	31/12/2021
RESULTAT COMPTABLE		(97 956)	(164 741)
Reprise du résultat antérieur		79 285	86 205
EXCEDENT ou DEFICIT EFFECTIF GLOBAL		(18 671)	(78 536)
Dont résultat effectif sous gestion propre		20 328	13 596
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée		(38 999)	(92 132)



Manuela FERNANDEZ
Nadia VERNAET
Julien VERNAET

Siège social : 9 impasse des Rosiers

46160 CAJARC

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des
comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022



Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

À l'assemblée générale du CEIS,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application de l'article R. 314-59 du Code de l'action sociale et des familles, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'organe délibérant.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

1. Avec l'Agence Régionale de Santé de Midi Pyrénées

Nature et objet : l'ARS Midi Pyrénées a versé une subvention de fonctionnement à votre Association.

Modalités : La subvention versée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est élevée à 2 891 728 euros.

2. Avec la DDCSPP

Nature et objet : la DDCSPP a versé une subvention de fonctionnement à votre Association.

Modalités : La subvention versée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est élevée à 1 748 892 euros.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'organe délibérant dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à SAINT JEAN DE VEDAS, le 05 juin 2023

Le Commissaire aux Comptes

Julien VERNAET

Pour CONSAUDIT EXPERTS

